



**Madame, Monsieur  
le Député  
Président du Groupe PCF  
Président du Groupe PS  
Président du Groupe Nouveau Centre  
Président du Groupe UMP**

**Montreuil, le 17 Septembre 2008**

**Nos réf. :  
LET0254/2008/YM/PM/FF**

Madame, Monsieur le Député,

Le 22 Septembre doit avoir lieu, à l'Assemblée nationale un débat parlementaire sur la position française en Afghanistan.

Ce débat fait suite aux orientations prises dans le cadre du Livre Blanc et la consultation par vote pour les interventions extérieures dépassant le délai de 4 mois.

La CGT souhaite que ce débat prenne toute la dimension qui se doit dans le contexte actuel.

En effet, celui-ci ne peut être dissocié des orientations prises dans le cadre du Livre Blanc, de la réorganisation de la carte militaire qui dans son ensemble prévoit une rationalisation du soutien aux Armées et donc des Forces parties en OPEX.

D'ores et déjà, des personnels civils ont été sollicités pour aller en Afghanistan, comme soutien et maintenance du Matériel. Cette situation est à mettre en lien avec les nombreuses restructurations qui ont déjà impactées les Etablissements de soutien au sein de l'Armée.

De même, avec la sophistication toujours plus poussée des Armes et du Matériel, on assiste de la part des Industriels de la Défense (Thalès, Dassault etc...) à l'envoi de personnels civils sur les théâtres d'opération pour le suivi et le maintien en condition opérationnelle des équipements. C'est une « militarisation du personnel » de ces entreprises que la CGT ne peut accepter.

L'envoi des troupes supplémentaires s'inscrit dans la volonté du Chef de l'Etat de voir la France entrer à nouveau dans le commandement militaire intégré de l'OTAN. Cette volonté

nécessite à notre avis un débat plus approfondi et plus large que celui du 22 Septembre face aux parlementaires.

Pour sa part la CGT est opposée à cette réintégration.

La CGT est porteuse de paix et a une conception de Défense et de Sécurité aux antipodes des stratégies et orientations amenées aujourd'hui par le chef des Armées.

La CGT fait des propositions pour un autre concept de Défense Nationale et de Sécurité européenne au travers notamment de la mise en place d'un Pôle Public National de Défense.

Aujourd'hui, contrairement à ce que médiatiquement certains veulent faire croire aux citoyens de notre pays, la France est en guerre.

L'intervention de notre Armée, en Afghanistan notamment, n'est pas seulement une opération de maintien de la paix.

A ce jour, la CGT s'interroge sur les objectifs réels de notre participation à ce conflit majeur, sur les moyens financiers engendrés qui ne seront pas sans conséquences, sur les budgets à venir et sur la future Loi de Programmation Militaire.

Notre interpellation se veut en ce sens, à savoir qu'avant toutes interventions militaires la représentativité nationale doit être consultée en toute transparence afin que les interventions militaires s'effectuent uniquement dans un cadre démocratique d'instauration et de maintien de la paix et non pas plusieurs mois après l'envoi de troupes, comme c'est le cas actuellement.

**Pour la Fédération Nationale des  
Travailleurs de l'Etat CGT**

**Yannick MALENFANT  
Secrétaire Général**

**Pour la Fédération des Travailleurs de  
la Métallurgie CGT**

**Philippe MARTINEZ  
Secrétaire Général**